



VMG Verband Militärischer Gesellschaften Schweiz

ASM Association des sociétés militaires suisses

ASM Associazione delle società militari svizzere

Communiqué de presse

L'Association des sociétés militaires suisses (ASM) se montre déçue par Parlement et des partis politiques !

Berne, le 20 février 2026. – **La 56e assemblée générale (AG) de l'Association des sociétés militaires suisses (ASM), qui s'est tenue aujourd'hui à Berne, a été marquée par l'incompréhension et la colère des associations de milice face à l'immobilisme qui règne depuis des années en Suisse en matière de politique de sécurité, d'armée et de finances. Après exactement quatre ans de guerre en Europe, la Suisse n'est ni en mesure de se défendre ni apparemment disposée à investir les fonds nécessaires depuis longtemps pour l'équipement et le réarmement de l'armée. Nous n'avons pas avancé d'un pouce pendant toutes ces années. La Suisse est désormais une faille dans la sécurité de l'Europe, tandis que les sessions fédérales se succèdent sans aboutir à une solution susceptible de rallier une majorité. Cela ne peut plus continuer ainsi ! Tous les officiers et sous-officiers le savent : une solution presque parfaite qui arrive trop tard est inutile. La patience des associations militaires à l'égard du Parlement et des partis est épuisée, c'est pourquoi l'ASM examine des mesures plus poussées.**

Le président de l'ASM, le colonel EMG Stefan Holenstein, a exprimé sans détour sa déception devant les 47 associations membres de l'ASM, qui représentent ensemble environ 230 000 membres individuels. « La Suisse a besoin très rapidement de beaucoup plus d'argent pour la défense nationale. La menace russe ne cesse de croître et tous les États européens, à l'exception de la Suisse, s'arment massivement, à hauteur d'au moins 3,5 % du PIB. Nous n'atteignons même pas 1 %, sans parler d'un équipement complet », constate-t-il. L'ASM a donc salué l'augmentation de 0,8 % de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'armée comme un signal fort du Conseil fédéral en matière de politique de sécurité, dans l'espoir que le Parlement et les partis suivent rapidement.

Mais rien de tout cela ne s'est produit jusqu'à présent, bien au contraire. Il est décevant à tous égards que les partis bourgeois, qui prétendent vouloir mener une politique de sécurité constructive, ne parviennent toujours pas à s'entendre, comme on l'attend depuis des années, et ne sachent pas fixer les priorités. « Nous continuons à nous en tenir, et ce pour les années à venir, à 0,7% du PIB pour les dépenses de défense, ce qui est honteusement peu et constitue un aveu d'impuissance pour la riche Suisse dans le contexte européen », poursuit Holenstein.

Conseiller fédéral Martin Pfister : la sécurité de la population suisse doit avoir la priorité absolue !

Pour le conférencier invité et chef du DDPS, le conseiller fédéral Martin Pfister, il est également essentiel que la sécurité et la défense de la Suisse soient rapidement renforcées. L'augmentation temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée de 0,8 % est une solution viable à cet effet. En effet, la sécurité de notre pays doit être une priorité absolue. La sécurité est la condition sine qua non de la liberté, de la prospérité et de la stabilité. Elle permet à notre pays de prospérer et à notre démocratie d'exister librement. Il est donc urgent d'investir rapidement dans l'équipement et le réarmement de notre armée, qui n'est toujours pas en mesure d'assurer notre défense. La Suisse doit rester capable d'agir dans un environnement de plus en plus incertain et pouvoir protéger efficacement la population du pays.

Messages forts du conseiller national Reto Nause et du divisionnaire Christian Oppliger

Le conseiller national Reto Nause (centre), président de l'Alliance pour la sécurité en Suisse, a lancé un appel passionné, appelant en particulier les partis bourgeois à faire front commun et à veiller à ce que notre armée reçoive enfin les moyens financiers dont elle a urgemment besoin. Il a également expliqué pourquoi, en 2026, le soutien unifié des milieux militaires sera plus que jamais nécessaire au niveau politique, notamment lors des deux votations sur la révision de la loi sur le service civil (LSC) et sur la révision de la loi sur le matériel de guerre (LFG).

Le divisionnaire Christian Oppliger, commandant des Forces aériennes depuis le 1er octobre 2025, a déclaré que 36 avions de combat F-35 constituaient le minimum absolu pour la protection de l'espace aérien. Il a également souligné la nécessité de maintenir l'acquisition du système Patriot, qui permet de défendre les forces aériennes contre les armes balistiques.

Conclusion de l'AG de cette année du point de vue des associations militaires

Le Conseil fédéral et le Parlement doivent impérativement assumer sans réserve leurs responsabilités en matière de politique de sécurité en 2026. Tous deux ont une responsabilité envers notre pays, nos voisins et tous ceux qui accomplissent leur service militaire et méritent enfin davantage de reconnaissance. L'armée a besoin très rapidement de beaucoup plus d'argent, sans condition. La patience de l'ASM est à bout, c'est pourquoi elle attend avec impatience que le Parlement et les partis s'unissent pour soutenir une solution de financement susceptible de rallier une majorité. Avec un peu de bonne volonté, cela est faisable. L'ASM examinera toutes les possibilités pour enfin mettre en œuvre le financement durable de l'armée. Un plan parfait qui arrive avec des années de retard n'a aucune valeur pour l'ASM. Il faut maintenant une solution consensuelle, largement soutenue par les partis, et ce rapidement.

Contact :

Colonel EMG Stefan Holenstein, président de l'ASM, +41 79 241 59 57

*L'Association des sociétés militaires suisses (ASM) est une association faîtière militaire indépendante au sens de l'art. 6, al. 1, OASM. L'ASM regroupe actuellement 47 associations et sociétés militaires (sociétés de sous-officiers, d'officiers et spécialisées) comptant environ 230 000 membres. Elle a pour but de favoriser l'entraide dans les activités hors du service et prend clairement position sur les questions de politique de sécurité et de politique militaire.
Cf. www.vmq-asm.ch*